



À QUI PROFITERA VRAIMENT LA RÉFORME DE L'UNIVERSITÉ ?

Les étudiants issus des couches défavorisées seraient les premiers à décrocher. En introduisant une sélection fondée sur « les aptitudes attendues » pour chaque cursus, la nouvelle réforme réduirait certaines injustices... quitte à en créer d'autres.

Par Marc Belpois

Dessins David Scrima pour Télérama

Soixante. C'est un chiffre rond et lourd comme une boule de bowling qui chamboule tout sur son passage. « 60% des étudiants échouent à l'issue de la première année universitaire », martèlent depuis six mois les avocats des réformes de l'université et du baccalauréat. 60% : ce n'est plus un échec, c'est un accident industriel ! Une hécatombe qui touche en premier lieu les classes populaires, les premières à tomber comme des quilles. Et à trébucher encore au fil des cursus. Ainsi, les enfants d'ouvriers, près de 30% des jeunes Français de 18 à 23 ans, représentent 12,7% des étudiants en licence, 7,8% en master et 5,2% en doctorat. L'enseignement supérieur est un redoutable entonnoir pour les fils et filles d'ouvriers, d'employés et d'agriculteurs, l'ultime filtre d'un système éducatif qui reproduit les inégalités sociales comme nul autre en Europe. Que doivent penser les milieux modestes des chambardements qui viennent : doivent-ils s'en réjouir, ou se sentir visés par cette phrase prononcée en août dernier par le président Macron : « Nous ferons en sorte que l'on arrête de faire croire à tout le monde que l'université est la solution pour tout le monde. » Il faut reconnaître une vertu majeure aux projets de réformes du bac et de l'université : ils entendent éclaircir les règles du jeu scolaire. « Nous devons transformer l'orientation dès le début du lycée, rendre l'accès au supérieur



LES GRANDES LIGNES

- En terminale, deux semaines seront dédiées à l'orientation.
- La plateforme Parcoursup remplace l'Admission post-bac (APB). Les lycéens de terminale peuvent y formuler des vœux au premier trimestre 2018.
- L'équipe éducative examine les vœux et transmet son avis aux universités.
- Chaque université se prononcera au vu des connaissances requises pour être admis dans la filière souhaitée.
- Une commission proposera une autre formation aux bacheliers restés sur le carreau.

plus transparent, clair et pratique», affirmait ainsi le même Macron. Il s'agit de sensibiliser bien davantage les élèves aux différentes formations et professions, afin de mieux articuler le lycée et l'université. Car dans l'esprit du gouvernement, si tant d'étudiants échouent, c'est avant tout parce qu'ils s'orientent mal. Entendez : des nuls en maths s'inscrivent en licence de physique et des bacs professionnels, dans des cursus manifestement hors de leur portée. Plus possible de laisser ces grands étourdis vadrouiller où bon leur semble, ils se plantent en masse, et la collectivité paie la note ! Le sacrosaint principe français selon lequel tout bachelier peut faire la fac de son choix n'est plus tenable, soutiennent le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, et son état-major. A l'avenir, annoncent-ils, le corps enseignant aura la charge de sélectionner les étudiants. Ils devront être à la hauteur des « attendus », de l'ensemble de compétences exigées pour chaque cursus – par exemple, pour la licence de droit, la capacité à « mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires ».

Du moins dans les filières dites « en tension » – droit, psychologie, sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps)... –, qui jusque-là pratiquaient le tirage au sort pour départager les candidats, plus nombreux que les places disponibles, quitte à écarter les meilleurs. Les classes populaires profiteront-elles ou pâtiront-elles de cette sélection qui ne dit pas son nom ? Pour le sociologue Olivier Galland, directeur de recherche au CNRS, « l'égalitarisme que certains réclament, c'est-à-dire l'accès de tous les bacheliers à la filière de leur choix, produit en réalité davantage d'injustices qu'il n'en combat ». Car les dés sont pipés. L'enseignement supérieur est un monde obscur et lointain qui, faute d'un accompagnement approprié, sourit d'abord aux affranchis, ceux dont les parents sont passés par là. L'information y est le nerf de la guerre, et les plus démunis sont aussi les plus mal informés.

« Rendre l'accès au supérieur plus transparent » est donc indispensable. Mais il ne faudrait pas que cette volonté gouvernementale de préparer l'orientation des élèves dès l'entrée au lycée se transforme en orientation précoce. On n'est pas fini quand on a 15 ans ! On se cherche, on s'égare, on se trompe. « Serais-je devenu sociologue si ces réformes avaient été en vigueur en mon temps ? » s'interroge Bernard Lahire. Je viens d'un milieu ouvrier. J'étais plutôt bon élève au collège mais, parce que tout m'y poussait, j'ai intégré un lycée tech-»

»



» nique. Ce fut une catastrophe: rien ne m'intéressait... J'ai eu mon bac ric-rac et puis j'ai décidé de suivre une intuition assez obscure: m'inscrire en sociologie. Ce fut l'une des meilleures décisions de ma vie. Pourtant, je n'avais vraiment pas le profil. Je ne possédais pas les "attendus" réclamés aujourd'hui... »

Peut-on vraiment reprocher à des jeunes gens qui entrent à l'université de ne pas avoir trouvé leur voie et de tâtonner en première année? Lorsqu'on le regarde de plus près, le «taux insupportable de 60%» qui désole la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, ne concerne pas uniquement des échecs à un examen, loin s'en faut: «Les étudiants qui ne vont pas jusqu'au bout de leurs études sont beaucoup moins nombreux que les autres. Il y a ceux qui se découvrent une passion pour une autre discipline, ceux qui attendent de passer un concours de la fonction publique ou ont tout simplement besoin de souffler», souligne la sociologue Marie Duru-Bellat. On peut trouver cela inacceptable, aussi bien pour la collectivité que pour la jeunesse, qui perdrait son temps. Mais on ne peut pas résumer cela à des situations d'échec. » A quoi sert l'université? Selon la réponse qu'on apportera à cette question, les tâtonnements des étudiants paraîtront donc riches de promesses ou... insupportables. Hélas, on ne se la pose plus: «En s'imposant comme un constat indiscuté, parce qu'indiscutable, cette idée de "crise de l'université" a réussi à se constituer comme le cadre a priori de toute réflexion, occultant ainsi d'autres manières plus pertinentes de penser et d'interroger», affirmait déjà un petit livre épatant ¹ en 2013. Les sociologues Romuald Bodin et Sophie Orange n'y défendent pas le statu quo, pas plus qu'ils ne nient les graves difficultés auxquelles sont confrontés l'institution scolaire et ses usagers. Mais ils dénon-

cent «une vaste entreprise de disqualification et de déconstruction du rôle originel de l'université: celui d'un service public de formation supérieure, outil de la démocratisation sociale et de la diffusion du savoir scientifique». La fac a aussi pour vocation, disent-ils, de s'adresser au plus grand nombre et de proposer à tous une expérience de mixité sociale.

Comment, alors, élargir en son sein le champ des possibles des classes populaires? Spécialiste de l'échec scolaire, le sociologue Stanislas Morel doute que ces questions essentielles obsèdent vraiment le ministère de l'Education nationale: «Jean-Michel Blanquer se veut pragmatique, imperméable aux discours idéologiques de droite ou de gauche qui, à son sens, plombent les débats sur l'école depuis des décennies. Il entend surtout rationaliser l'Education. Et manifestement, faire des élèves des acteurs rationnels du système éducatif dès l'âge de 15 ans. Mais nous savons bien, nous autres professeurs, que l'orientation est un processus complexe, lent, tortueux. Il ne faudrait pas que, sous prétexte de mieux orienter les jeunes, ces réformes écartent les parcours atypiques et, ce faisant, réintroduisent des discriminations sociales.» Par exemple? Les étudiants qui postuleront en licence de sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) devront «manifeste de l'intérêt pour l'exercice de responsabilité collective, associative ou citoyenne». Autrement dit, avoir animé des colonies de vacances, avoir été pompier volontaire... «Mais les plus fauchés triment plutôt dans les fast-foods pour gagner un salaire. Ils n'ont pas les moyens de s'engager dans le bénévolat humanitaire.» Pas sûr, donc, que la réforme de l'entrée à l'université réduise les inégalités qui plombent le système éducatif français. Mais ce n'était pas non plus l'objectif premier de cette réforme. Et la fameuse question du hiatus entre les objectifs de l'université et les moyens dont elle dispose pour les atteindre reste, une fois de plus, en suspens ●

¹ Dans un entretien publié par *Le Point* en août 2017.

² *L'université n'est pas en crise*, éd. du Croquant, 214 p., 19 €.

DES EXEMPLES À SUIVRE ?

Y a-t-il quelqu'un pour sauver les classes populaires? Oui, répondent une multitude de bonnes volontés qui, dans les établissements de l'enseignement supérieur, se retroussent les manches. On se souvient bien entendu de Richard Descoings, le charismatique directeur de Sciences Po – disparu en 2012 –, qui créa dès 2001 un dispositif pour faciliter l'admission dans son institution de lycéens issus d'établissements situés en zone d'éducation prioritaire. Depuis, une armée d'anonymes œuvre sur le territoire national, notamment sous la bannière Les Cordées de la réussite. Le principe: une grande école ou une université (l'Essec, l'École centrale de Nantes, HEC...) met en place un partenariat avec un lycée ou un collège pour «lever les obstacles psychologiques ou culturels des élèves». L'École polytechnique, elle, propose à ses étudiants de s'immerger six mois durant dans un établissement à mille lieues de leur univers. L'objectif reste le même: tisser des liens et élargir l'horizon des enfants les moins bien lotis... comme celui de leurs tuteurs.

